



## DECLARATION FSU au CTA du 19 mars 2021

En dépit de la pandémie, le cap gouvernemental est maintenu !

Après avoir tenté de cacher son imprévision dans l'approvisionnement en masques, puis avoir échoué à tester massivement la population, le gouvernement échoue de nouveau en matière de vaccination, la majorité des citoyens étant dans l'impossibilité de se faire vacciner, faute de vaccins. Pourtant, plutôt que de tenter de rattraper ses errements dans la gestion de la pandémie qui serait le début d'une sortie de crise sanitaire, économique et sociale, le premier ministre choisit de poursuivre sa politique de destruction des acquis sociaux et de casse de la Fonction publique. C'est une attitude irresponsable et dangereuse ! Malgré une communication sur les réseaux sociaux en direction des jeunes, la réalité reste bien cruelle :

- « quoi qu'il en coûte » poursuite de l'activité économique, maintien des établissements scolaires ouverts même en cas de contamination et couvre-feu « light » même dans les régions les plus touchées, c'est irresponsable !
- réforme de l'assurance chômage alors que les suppressions d'emplois se multiplient et que rien ne semble les arrêter, c'est irresponsable !
- Maintien de la loi de sécurité globale, en réécrivant l'article 24 qui crée un nouveau délit de « provocation à l'identification », c'est irresponsable !
- Les étudiants, grands oubliés des aides d'Etat, sont dans une précarité qui s'aggrave de jour en jour et sans aucune perspective de reprise des cours en présentiel, c'est irresponsable !
- la loi de Transformation de la Fonction Publique maintenue, qui vise à réduire les droits des fonctionnaires, alors que cette période a été l'occasion pour les agents des trois Fonctions Publiques de montrer leur dévouement et leur utilité, c'est irresponsable !

Le ministre de l'Education est dans la même veine. Il ne propose aucun plan de vaccination pour protéger les personnels et les élèves et affirme que les établissements scolaires ne sont pas des lieux de contamination, alors que le nombre d'élèves absents augmente chaque semaine. La méthode Coué nous sauvera-t-elle de la contamination ? Contre toute attente, il préfère poursuivre sa tentative de mise au pas des personnels :

- réforme de la formation des enseignants et CPE et des concours maintenus, alors même qu'elle est largement contestée par les personnels et qu'elle sera source de dégradations des conditions de stagiairisation pour les futurs fonctionnaires, c'est irresponsable !
- développement de la GRH de proximité, au profit du management des personnels par les chefs d'établissement, c'est irresponsable !
- revalorisation très faible et en trompe l'œil qui exclut plus des deux tiers des enseignants, c'est irresponsable !
- maintien de la réforme du baccalauréat et du lycée, qui supprime de nombreux postes d'enseignants, déstructure les groupes classes et renvoient au local, sous pression des parents et des chefs d'établissement, l'obtention d'un diplôme qui n'a plus rien de national. Le grand oral est l'acmé de ce grand n'importe quoi !
- maintien des suppressions de postes à rebours d'un plan ambitieux de formation pour les élèves durement marqués scolairement et psychologiquement par les confinements successifs et restrictions handicapantes.
- conclusions du Grenelle vers une réforme du métier enseignant qui vise à diminuer les protections collectives en menaçant les statuts, accroître les missions, contrôler le métier...

La dernière annonce du ministre de l'Education sur l'éventuelle fermeture des cantines des écoles et établissements du second degré montre bien une nouvelle fois l'impréparation, le manque d'anticipation et la confusion de l'administration, alors que l'on sait depuis longtemps que les cantines sont un lieu de propagation du virus. Outre le fait que la cantine était pour les élèves les plus défavorisés le seul repas de la journée, l'organisation en elle-même soulève de nombreux problèmes : préparation des repas froids (familles ou établissements), lieu du repas et désinfection, quid des internes, quid des personnels de cantine...

Et que dire des primes facultatives généreusement octroyés par le gouvernement aux « premiers de corvée » mais payées selon le bon vouloir des entreprises ? Dans un premier temps pour les salariés dits de « première ligne » pendant le premier confinement, puis maintenant pour les salariés de « deuxième ligne », ceux qui n'ont pas été en télétravail, selon les mêmes conditions. Les personnels des 3 versants de la Fonction Publique, les personnels des Ehpad, pourtant investis et en activité pendant les confinements, semblent être les grands oubliés de cette reconnaissance à peu de frais par le gouvernement, il est vrai !

Nouvelle humiliation du gouvernement envers les personnels de l'Education nationale, l'obligation de payer le reste à charge de 1€ pour des tests salivaires sur le lieu de travail, comme pour les élèves majeurs ! C'est une image exacte et parfaite de la considération que l'Etat accorde à ses personnels !

C'est d'une toute autre politique dont ont besoin le pays et l'Education. C'est d'une toute autre politique éducative dont ont besoin les élèves. La sortie de cette crise passe par un investissement massif dans les services publics et l'Education qui ont non seulement joué un rôle très important depuis le début de cette crise sanitaire mais qui sont aussi indispensables pour le retour à une situation « normale »

Dans ce contexte, cela passe dans l'Education par l'arrêt des suppressions de postes, la création de tous les postes nécessaires, l'abandon des réformes qui déstructurent l'enseignement, telles que la réforme du lycée et du baccalauréat, un véritable plan d'urgence pour le Service public d'éducation avec des moyens à la hauteur des besoins pour une école au service de la réussite de tous les élèves, une autre politique éducative et une revalorisation de l'ensemble de nos métiers.